

Capitalisme, socialisme

Propriété et transformation

Repenser les sujets fondamentaux

Dieter Klein, Michael Brie

Michael Brie est philosophe et directeur d'analyse politique au département d'analyse politique Rosa Luemborg et porte-parole officiel du réseau Transform! Europe.

Dieter Klein est économiste et préside la commission sur le futur à la fondation Rosa Luemborg

L'essor d'un néo-capitalisme, la vague actuelle de globalisation néolibérale et le succès des projets contre-réformistes d'une part, l'émergence des nouveaux mouvements, les tentatives pour former de nouvelles alliances politiques et pour initier des alternatives à tous les niveaux de société d'autre part, sont autant de faits qui rendent plus que jamais nécessaire une réinvention du socialisme 20 ans après la chute du bloc soviétique. Il en a toujours été ainsi : les socialistes, les communistes et les autres forces anti-capitalistes sont contraints de reformuler les questions les plus fondamentales : 1) qu'est-ce que le capitalisme ? 2) Qu'est-ce que le socialisme ? 3) Quelles sont les caractéristiques d'un régime de propriété socialiste ? 4) Quelles voies mènent au socialisme ? L'article qui suit tente d'ouvrir de nouvelles perspectives d'analyse sur ces problématiques.

1) Qu'est-ce que le capitalisme ?

À quelques exceptions près, le capitalisme est la structure économique de base des sociétés contemporaines. Il imprègne l'ensemble de notre société et de notre mode de vie, mondialement, régionalement et nationalement. Mais qu'est-ce que le capitalisme ? Les marchés et le patronat sont-ils au cœur du capitalisme ou son essence réside-t-elle ailleurs ? De notre point de vue, la société capitaliste est la subordination de l'économie et de l'ensemble de la société à la reproduction du capital. Les sociétés deviennent capitalistes dès lors que le critère dominant de la production de richesses consiste dans la génération de profits.

La formule générale du capital est l'accumulation de capital comme fin en soi : la valeur est transformée en plus value et l'argent (A) en excédent d'argent (A'), c'est-à-dire en profit. C'est ce que dit Marx dans *Le capital* sur la séquence A-M-A' : médiatisé par l'échange de marchandises M, A devient A'. À la base de cette miraculeuse accumulation, il y a l'appropriation du surtravail impayé.

Les conséquences de la subordination au capital des modes de production et de vie de l'économie et de la société, des rapports humains et du rapport des gens à la nature ont déjà été examinées de nombreuses fois dans la critique du capitalisme. Ce sont l'exploitation, la répression, l'exclusion, la destruction des bases naturelles de la vie, l'expansion impérialiste et le militarisme, l'aliénation, le consumérisme, etc. Les rapports de force pré-existants entre les sexes (patriarcat) ou entre les peuples

(colonialisme, racisme) et les rapports de domination proprement capitalistes sont en symbiose, ce qui n'a de cesse d'amorcer de nouveaux mouvements anti-capitalistes.

Le capitalisme financier globalisé a renforcé le caractère capitaliste des sociétés capitalistes. La politique néolibérale a pour objet la transformation en marchandises de choses qui jusque-là n'étaient pas soumises à l'« esprit capitaliste » (Max Weber) : éducation et santé, gènes humains, animaux et végétaux, connaissance et information jusqu'aux relations humaines elles-mêmes. Pire encore que les types de profits qui prévalaient auparavant, le profit à court terme résultant d'échanges financiers spéculatifs, l'augmentation des actions et la hausse de la valeur actionnariale sont devenus le critère déterminant du nouveau capitalisme.

Il en résulte notamment la destruction de l'environnement, la rationalisation extrême au détriment des emplois, l'allègement des charges du système de sécurité sociale, les contrats de travail flexibles, les heures de travail élastiques, l'émergence d'une nouvelle précarité et d'une « économie d'expropriation ». Les politiques impérialistes avec des guerres violant la législation internationale, le mépris des cultures extérieures au monde occidental, les relations réglementées de façon hiérarchique et la sape de la démocratie sont des caractéristiques supplémentaires du capitalisme néolibéral contemporain.

Néanmoins le capitalisme demeure ambivalent. Les sociétés bourgeoises ont apporté un haut niveau technologique de forces productives qui, pour la première fois, a rendu concrètement possible un niveau de vie décent pour tous les habitants de la planète. Jamais le niveau d'éducation, la qualité des réalisations technologiques, une division du travail productive et le développement de l'individualité n'ont autant progressé. La démocratie pluraliste et l'autorité de la loi, malgré leur subordination aux rapports de domination établis, permettent toujours des possibilités de changements progressistes.

L'économie de l'immatériel requiert d'une grande partie des salariés un degré plus important de responsabilité, d'autonomie dans la prise de décision, de communication et de coopération – en concordance avec les exigences des actionnaires. L'État n'a jamais été autant l'instrument de domination des dirigeants qu'aujourd'hui mais il est également l'expression des rapports concrets de pouvoir et une arène pour les processus de luttes et de négociations (Nicos Poulantzas). Les classes dominées ont su modifier ces processus en leur faveur. Est-il possible d'en faire autant de manière différente et nouvelle ?

Dans sa contre-offensive néolibérale contre l'ensemble des acquis des mouvements ouvriers et de toutes les autres forces émancipatrices, le capitalisme est devenu plus capitaliste encore tout d'abord par la déferlante des marchés financiers et leur domination sur l'économie, ensuite par le renforcement du pouvoir du capital sur les classes des travailleurs, les régions et de nombreux pays, par la prédominance d'intérêts à court terme et, à long terme, un affaiblissement des forces reproductives dans les domaines de l'écologie, de l'éducation, de la santé et de la culture, par la transformation de nombreux domaines en objets de production de capital, par la militarisation, le renouvellement de l'impérialisme, un autoritarisme accru et enfin par un mépris manifeste envers les droits les plus fondamentaux. En

devenant encore plus capitalistes, nos sociétés sont devenues moins sociales, moins démocratiques et moins pacifiques. Elles affichent les traits d'une barbarie ouverte.

Si le capitalisme peut devenir cet « hyper-capitalisme », s'il peut se débarrasser des qualités sociales et démocratiques auxquelles il était autrefois parvenu, il est alors impossible d'imaginer des sociétés capitalistes formant un tout uniforme et qui ne seraient pas traversées de contre-tendances. Elles seraient plutôt une sorte de parallélogramme des forces mises en œuvre (Friedrich Engels), dans lequel le résultat des rapports de propriété dominants ferait que les tendances capitalistes l'emporteraient sur les intérêts non capitalistes portés par les mouvements d'émancipation.

Ce sont toutefois la force des rapports, les luttes politiques et sociales qui déterminent l'amplitude du rééquilibrage en faveur des contre-tendances aux forces capitalistes. Historiquement il y a eu de tels succès partiels— ce sont justement ceux que le néolibéralisme a démantelés ou souhaite démanteler.

De notre point de vue, les sociétés contemporaines sont, d'une part, capitalistes en ce sens que la production de capital et le profit dominent l'économie et la société. Mais d'autre part, elles ne sont pas seulement capitalistes parce que, suite aux luttes pour la démocratie, la justice sociale, la paix, le développement durable et l'émancipation, les mouvements d'opposition ont porté et portent toujours leurs fruits. Ces sociétés sont des champs de batailles entre les forces d'opposition et celles qui collaborent. Elles sont contradictoires au sens dialectique du terme, en ce qu'elles reflètent simultanément les tendances capitalistes et des éléments potentiellement anti-capitalistes. La gauche doit puiser le potentiel de développement à l'intérieur des sociétés contemporaines comme levier d'alternatives.

2) Qu'est- ce que le socialisme ?

Dans le processus du renouvellement politique de la gauche, différents concepts de socialisme se disputent l'hégémonie. Déjà au 19^e siècle, il y avait une forte propension à penser principalement le socialisme et le communisme comme la négation de toutes les institutions de la société bourgeoise : des marchés à la monnaie, de l'État à la loi. Seule la complète négation de toutes ces institutions semblait par conséquent socialiste ou communiste. Toutefois au 20^e siècle, dans le cadre de l'expérience du socialisme d'État, tant de réalisations démocratiques avaient été anéanties — l'autorité de la loi, l'aptitude à innover et à être compétent — que ce type de socialisme devait échouer dans la compétition avec le capitalisme occidental.

Alors que les sociétés capitalistes se distinguent par la soumission de leur reproduction et de leur développement au rendement du capital, à quelle fin la reproduction sociale sera-t-elle soumise dans une société socialiste ? Si la richesse des sociétés capitalistes se mesure à celle des marchandises disponibles (Produit National Brut), par quel critère la mesurer dans une société socialiste ? Quelle serait la norme selon laquelle façonner de manière socialiste la propriété et les rapports d'autorité ?

La finalité de la société socialiste est la promotion de la liberté, le développement total de la personne privée grâce au développement solidaire de tous. La reproduction sociale devrait être telle qu'à la fin de chaque cycle de reproduction les individus soient enrichis en tant qu'humains — plus riches en attentes, en plaisirs, en capacités, en relations et en affects. En participant à la reproduction sociale dans une société socialiste, les individus (I) deviendraient plus accomplis (I'). Leur participation solidaire au développement de tous (S) deviendrait la condition de leur propre développement individuel. La formule générale du socialisme pourrait par conséquent s'écrire comme suit : I-S-I'.

Comment changer la société de manière à ce qu'un développement plus libre des individus contribue réellement au développement solidaire de tous, ce qui, en retour, promeut la liberté individuelle ? C'est la question de base pour toute forme de socialisme.

Une politique socialiste découlant de cette conception aurait ses propres normes positives opposées à celles de la domination du profit — c'est-à-dire une production efficace et une juste distribution des biens qui permettent à chacun de nous de vivre libre et indépendant dans la solidarité avec les autres (biens de liberté). Cette conception du socialisme démocratique dérive d'une vision de la société qui permet à chacun de bénéficier des conditions d'une vie librement choisie et de la sécurité sociale. Ces conditions sont : l'existence et la garantie d'un bon emploi pour tous ceux qui en cherchent, une éducation de haute qualité quelle que soit l'origine sociale, un égal accès à la santé et aux systèmes de sécurité sociale et une garantie forte de parole démocratique dans toute affaire concernant la vie de chacun. Selon cette orientation, les fondements programmatiques d'une nouvelle gauche décrivent une sorte d'ellipse autour de deux centres : autour de l'idée fondamentalement libertaire que le socialisme démocratique signifie la liberté individuelle de chaque personne dans une solidarité collective ainsi qu'autour d'un renouveau du monde du travail et de l'État social et de transformations socio-écologiques.

Dans cette optique, le socialisme est une société dans laquelle la production, les services et leur distribution sont dominés par la finalité consistant à produire les meilleures conditions possibles d'épanouissement de tous pour qu'elles puissent être utilisées par les individus tout à la fois pour leur bien-être individuel et pour le développement solidaire des forces productives de la communauté. Marx et Engels formulaient les choses ainsi : « une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous »¹. À cette fin, toutes les relations de propriété et de domination — dont celles qui reposent sur la domination masculine, la supériorité ethnique — « dans laquelle l'être humain est dégradé, asservi, abandonné et méprisé dans son essence »² doivent être dépassées.

Ce sont les rapports de propriété et les rapports de domination qui déterminent l'orientation du développement social. Les marchés, les règles de droit et les institutions étatiques ne sont pas des instruments neutres. Ils peuvent être remodelés et reconceptualisés conformément au régime de propriété dominant et aux rapports de forces. C'est précisément la politique suivie par le néo-libéralisme. Elle étend à tous les domaines de la vie la domination des marchés capitalistes orientés vers le profit à court terme. Elle conforte les exigences de profits des grandes concentrations

1 Karl Marx / Friedrich Engels, Manifeste du parti communiste.
www.marxists.org

2 Karl Marx. Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel.

de richesses et renforce les droits des actionnaires par rapport à ceux de la force de travail. Elle privatise, entre autres choses, la connaissance et le droit d'utiliser le potentiel génétique. Tout doit servir les intérêts du capital.

Pour combattre ne serait-ce que quelques-uns des pires fléaux de ce capitalisme des marchés financiers – la pauvreté et la guerre, l'insécurité sociale et l'atrophie du système éducatif – des changements en profondeur dans les rapports de propriété et les rapports de force sont indispensables. Cela exige, d'une part, l'affaiblissement et le recul des structures de propriété sur lesquelles la domination du capital repose en dernière instance et, d'autre part, une plus grande influence des travailleurs, des employés et des autres forces démocratiques pour que le régime de propriété serve à une meilleure éducation pour tous, à plus de sécurité sociale, au maintien de la paix et à la préservation de la nature.

Les luttes des mouvements sociaux des 19^e et 20^e siècles avaient déjà imaginé le développement d'une nouvelle société à partir de l'ancienne. Une société socialiste surgira de l'intérieur et en conflit avec l'ancienne société ou ne surgira pas. Le néolibéralisme veut étouffer les racines de la nouvelle société, les arracher et les détruire. Pour le néolibéralisme, la lutte contre l'État social c'est aussi la lutte contre le socialisme. La gauche, au contraire, se bat pour implanter plus profondément encore les germes du changement, les généraliser et les transformer en modèle de vie et de production dominant. Mais ce n'est envisageable que dans un processus assez long. Le socialisme démocratique doit donc être compris comme étant lui-même un processus de transformation fait de continuité et de ruptures profondes.

Une société socialiste ne peut se former que sur la généralisation des acquis d'émancipation des luttes passées en les liant aux tâches futures. L'engagement pour la réalisation de la fusion des droits humains, sociaux, politiques et culturels est le critère de la gauche politique. Le changement pour l'accès aux ressources productives et leur utilisation ainsi que le changement dans les rapports de propriété et de domination en sont le corollaire.

3) Quelles sont les caractéristiques d'un régime de propriété socialiste ?

Contrairement au SPD actuel qui a formellement exclu les questions de propriété et de domination de sa nouvelle ligne programmatique, une gauche démocrate-socialiste doit toujours associer les processus de réformes à la lutte pour une transformation des rapports de propriété et de domination et aux changements correspondants dans le mode de régulation. Historiquement, la question d'un régime de propriété alternatif fut l'objet de débats – faut-il l'économie d'État la plus étendue possible, ou autogérée par des coopératives, ou encore faut-il un contrôle public sur la propriété privée ? Où résident les forces et les faiblesses de chacune de ces formes au regard des fins socialistes ?

Le programme du nouveau parti de la gauche allemande (Die Linke) opère une distinction entre la propriété formelle (de droit) et la possibilité matérielle de disposer (la maîtrise) de la propriété : « La démocratisation de l'économie exige d'ériger le droit de disposer de la propriété au-dessus de toute forme de propriété, la

soumettant ainsi au critère social. Nous voulons mener un large débat sur la manière de réaliser concrètement cet objectif. Dans ce contexte, nous voulons clarifier la façon dont la propriété publique peut devenir la base d'une politique démocratique et d'une existence décente et être structurée et utilisée de façon sociale et efficace ».

Les forces extraparlimentaires et parlementaires, le développement de la cogestion, l'exercice d'une pression de la base sur l'État, les processus de négociations à l'intérieur des dispositifs de l'État, quelle que soit la force au pouvoir, les cas de glissement à gauche dans le système des partis et dans l'ensemble de la société peuvent, comme conséquences des grandes luttes politiques et sociales, changer les modalités d'accès et de répartition des revenus du capital de telle sorte qu'on s'écarte à grands pas de la course à la maximisation du profit inhérent au capitalisme. Au-delà, l'extension de la propriété publique et du contrôle public est indispensable dans les domaines où l'intervention privée n'a manifestement pas permis d'atteindre les critères d'émancipation sociale. Les infrastructures et services publics de base appartiennent assurément à cette catégorie.

Une politique de justice sociale, les luttes syndicales pour des salaires plus élevés et des conditions de travail humaines, les budgets participatifs, la législation pour des orientations soutenables dans le domaine de l'environnement, l'application de droits sociaux élevés, la politique structurelle et sociale peuvent changer le cours des choses et rendre possible un progrès différent de celui qui résultait de la maîtrise du capital par ses seuls propriétaires. Ce processus entraînerait un changement de la nature de la propriété de telle sorte qu'elle servirait de moins en moins, et finalement plus de manière prédominante, les intérêts des propriétaires du capital pour servir ceux des travailleurs, des consommateurs, des régions et des générations à venir.

La diversité des intérêts légitimes devra parvenir à un équilibre plus juste. En aucun cas un propriétaire social universel ne pourra défendre tous les intérêts légitimes à la fois. Le but n'est pas d'étatiser toute la société mais de la socialiser, même si, sous certaines conditions, un rôle accru d'un État démocratique pourrait être un moyen nécessaire. La maîtrise des ressources par une pluralité de forces démocratiques nous semble la bonne voie de socialisation pour pouvoir réaliser simultanément la justice sociale et l'efficacité, l'innovation et une croissance durable, le développement régional et la solidarité, l'indépendance et le développement social solidaire.

Le socialisme sans la démocratie est impossible. Une des caractéristiques de la forme alternative d'une maîtrise socialiste de la propriété est l'extension de la démocratie à tous les domaines de la vie. Quelles sont les meilleures conditions d'un déploiement de la richesse humaine en lieu et place de celle du capital, quelle serait une structure de propriété à prédominance sociale plutôt qu'à prédominance capitaliste, et comment les rapports de propriété peuvent se matérialiser, tout cela ne peut être déterminé qu'à travers un processus radical de démocratisation. Et dans ce processus, le débat devrait pouvoir déterminer les biens à produire dans le secteur public et les formes de production et de propriété permettant de les produire efficacement et de les distribuer équitablement. Il faudrait aussi définir les formes de l'État et de la législation à adopter pour cela.

Au vu des problèmes mondiaux, le dépassement de la domination du capital sur l'économie et la société devient une nécessité pour la survie. Si nous y parvenons, d'autres rapports de propriété domineront. Le socialisme ne se révélera pas être autre chose que la domination d'un régime de propriété ayant pour but le libre développement de l'individu et la solidarité, la justice sociale, la croissance durable et la paix ; cela permettra la production la plus étendue et efficace possible ainsi que la juste distribution des biens de liberté ; le socialisme utilisera tous les moyens pour parvenir à ces fins.

4) Quelles voies pour le socialisme : évolution ou rupture ?

Certains clivages stériles dans le débat proviennent du fait que les uns considèrent « seulement » la possibilité de réformes, d'autres « seulement » la possibilité de « préparer » une révolution qui entraîne une rupture pour une société au-delà du capitalisme. La seule possibilité réelle consiste probablement à affronter la complexité des défis contemporains et à ne pas les réduire à l'une ou l'autre pensée alternative au capitalisme. Selon nous, l'époque actuelle est marquée par trois conflits dont le poids relatif de chacun peut rapidement varier selon les circonstances :

Premièrement, dans l'Union européenne et en Allemagne le conflit principal réside entre ceux qui veulent façonner le nouveau capitalisme des marchés financiers à la façon néo-conservatrice (comme Sarkozy en France ³ ou Merkel en Allemagne), et ceux qui veulent rechercher des solutions sociales et démocratiques dans la droite ligne des pays scandinaves et des Pays-Bas.

Deuxièmement, il y a conflit entre ceux qui ont été mentionnés ci-dessus et qui tentent de refondre socialement et démocratiquement le capitalisme des marchés financiers, et la gauche radicale qui à juste titre, tout en soutenant les progrès sociaux et politiques dans le cadre du capitalisme, se fonde sur l'idée qu'une justice et une démocratie étendues et permanentes sont impossibles sans un recul de grande ampleur et pour finir sans le dépassement de la domination du profit, et donc du capitalisme.

Troisièmement, il y a des tendances à la « décivilisation » de la société et à la barbarie ouverte hors d'Europe mais aussi dans l'UE et en Allemagne. Ces tendances comprennent les guerres d'agression menées sous l'égide des États-Unis et la violence dans les contacts humains. Dans certains cas, ce conflit occulte tous les autres et lutter contre lui peut nécessiter les alliances les plus larges possibles.

Quatre scénarii peuvent résulter de ces conflits : (1) un capitalisme sauvage dérégulé, (2) un capitalisme impérialiste et un conservatisme agressif, (3) un nouveau compromis entre capitalisme d'État et État social et (4) une alternative démocratique, sociale, écologiste et féministe.

La gauche n'est pas omnipotente et ne peut pas choisir les batailles qu'elle désire mener. Elle ne peut éviter aucun combat et doit être capable de s'engager dans des alliances et donc en construire. L'échec de la gauche allemande en 1914 illustre ce qui se passe lorsqu'une politique réformiste met la lutte contre

3 Voir Joachim Bischoff / Elisabeth Gauthier; Sarkozy und die Hegemonie des Neoliberalismus, Supplément de la revue « Sozialismus » 12/2007 {est également paru en français: Joachim Bischoff / Elisabeth Gauthier, Sarkozy et l'hégémonie du néolibéralisme. Les documents d'Espaces Marx, brochure et www.espaces-marx.org}. Michael Brie: Die Linke - was kann sie wollen ? Fondation Rosa Luxemburg. {est également paru en français: Michael Brie: La gauche, que peut-elle vouloir ? Les documents d'Espaces Marx, brochure et www.espaces-marx.org}

l'autoritarisme et la guerre à l'arrière-plan. La défaite de 1933 fut au contraire un désastre auquel ont mené le sectarisme et l'incapacité à former des alliances.

Il n'est jamais possible de prédire quelles avancées ou quelles séries d'avancées peuvent ressortir d'une évolution donnée, ou même comment les transformations quantitatives se changent en révolutions qualitatives. Les réformes mènent à la révolution, les révolutions permettent les réformes. Les processus qui aboutissent aux ruptures les plus profondes avec le passé furent souvent l'objet de négociations et de compromis et survinrent par des moyens pacifiques. L'inverse se produit également.

La gauche ne peut ni décider des principaux fronts, ni déterminer d'avance avec qui coopérer. Elle ne peut pas non plus contrôler la totalité des choses à faire, mais doit le plus souvent s'engager dans les batailles concrètes. Deux choses sont à sa portée : elle peut tout d'abord établir les critères de son action propre — le combat contre toute forme de barbarie et de domination totalitaire, la lutte contre le radicalisme du marché, l'autoritarisme et la militarisation — en plus de celle pour le recul de la domination du profit et du capital, pour l'extension des services publics, pour le contrôle démocratique et public et pour une reconstruction sociale et écologique de la société. Ce sont là, selon nous, autant de critères pour une politique socialiste concrète. Ensuite, la gauche doit être capable de saisir la dialectique des trois défis mentionnés ci-dessus (en s'immisçant dans le conflit entre les groupes conservateurs et socio-démocrates dominants, dans le conflit entre ces derniers et la gauche radicale, et en affrontant les tendances brutales du capitalisme) en traitant la tension entre ces trois pôles de luttes de manière aussi souveraine que possible. Si elle accomplit cette double tâche, elle aura fait ce qu'elle peut — ni plus, ni moins.

Ce cadre suppose de larges alliances et une collaboration stratégique, la combinaison organique du travail parlementaire et extraparlimentaire, l'unité dans les revendications et la résistance, une politique pour façonner la réalité, la participation au gouvernement et des actions anticapitalistes, y compris à l'échelle européenne et au-delà.

Trop souvent dans l'histoire, la gauche a fonctionné en dessous de ses pleines capacités à cause de ses fractures et des divisions qui l'ont déchirée. La « Real Politik » socialiste est à l'ordre du jour : son objectif de recul et de dépassement de la nature proprement capitaliste de nos sociétés est toujours d'actualité, et elle est toujours liée à des luttes pour des solutions aux problèmes actuels les plus importants. La transformation est faite tout à la fois de changements quantitatifs et de sauts qualitatifs, elle est dans leur unité. C'est un changement social à long terme avec des objectifs précis pour le présent.

La dissociation entre les tâches du jour et la recherche d'un ordre au-delà du capitalisme, point sur lequel la « révolution » prend ses distances avec la « réforme », aboutit aujourd'hui, au mieux, à une parodie de politique « révolutionnaire ». Elle cherche à paraître radicalement anticapitaliste et n'a rien à offrir d'autre que sa rhétorique plate. Elle divise les forces de ceux qui veulent changer la société en partant du « hic et nunc » sur des intérêts concrets, et de ceux qui savent que le changement nécessite une révolution de grande ampleur dans les rapports de

propriété et dans l'ordre économique. Elle affaiblit la gauche. La gauche sera capable de rallier les gens au projet de dépassement du capitalisme seulement si elle montre que les réformes nécessaires les plus urgentes supposent d'intervenir simultanément dans les rapports de propriété et dans leur maîtrise au-delà de la propriété. Les deux vont de pair. La forme concrète d'un développement socialiste possible découle de l'affaiblissement concret de la prédominance du capital et, au final, de son dépassement.

Si le socialisme se comprend comme maîtrise sociale plutôt que comme propriété et comme une démocratisation de grande ampleur, comme l'émergence de majorités en faveur d'une autre société et comme la refondation des rapports de pouvoirs et de propriété, cela ne peut se produire qu'à travers un processus d'apprentissage, d'expérimentations collectives de résistance accompagnées de réformes permettant des améliorations partielles, de recherche de projets fournissant des points de départ pour de plus profonds changements, du développement de réformes permettant de dépasser les limites du capitalisme, et d'étapes concrètes dans la reconstruction d'un régime de propriété. Ce processus peut aussi bien provoquer une évolution sur une plus longue période qu'une révolution en période de crise.

Le socialisme démocratique tel que nous le comprenons est un processus de transformation fait de luttes sociales de grande ampleur, de compromis, et même de nouveaux points de départ prenant naissance au cœur de la société capitaliste. C'est un processus comportant de grandes et petites ruptures menant à la société socialiste, selon la vision de gauche. Puisque sans le dépassement de l'orientation capitaliste de nos sociétés, ni la paix, ni le développement durable, ni la sécurité sociale ne sont possibles, il nous reste à citer un fameux adage plus que jamais d'actualité : progrès concret, réel et pérenne vers le socialisme ou chute dans la barbarie !

	Point de vue réformiste	Conception orthodoxe de la révolution	Postures possibles pour un socialisme moderne du 21^e siècle
<i>Perception de base de la société contemporaine</i>	Economie de marché.	Capitalisme.	Société dominée par le capital (Monnaie - Échange de marchandises [C] - plus de monnaie : M-C-M')
<i>Socialisme</i>	Capitalisme socialement régulé.	Société basée sur la propriété collective.	Association dans laquelle le libre développement de chacun devient, par la solidarité, la condition du libre développement de tous (Individualité – Solidarité – enrichit Individualité : I-S-I')
<i>Conception du changement</i>	Meilleure régulation des échanges.	Rupture totale.	Développement des éléments non capitalistes, tendances et secteurs ainsi que l'ensemble des régulations non capitalistes.
<i>But premier du changement</i>	Civiliser la société contemporaine tout en maintenant la domination du capital.	Rupture sociale radicale avec l'ensemble des rapports des sociétés contemporaines, construction d'une société entièrement différente.	Nouveau mode de production ; démocratie et vie basées sur la production et la juste distribution des biens de liberté.
<i>Modèle économique</i>	Economie sociale de marché.	Economie planifiée.	Economie mixte avec une forte régulation grâce à la démocratie participative.
<i>Régulation économique</i>	Domination du marché et régulation par l'État-social.	Économie planifiée centralisée.	Primauté démocratique d'un cadre social, primauté des droits sociaux de base, préférence pour les économies locales et régionales (déglobalisation), extension du secteur public.
<i>Principal avantage par rapport au capitalisme pur</i>	Niveau plus élevé d'égalité, de démocratie et de civilisation.	Contrôle de tous les domaines de la vie et prévention des crises et catastrophes.	Niveau plus élevé de libre détermination de l'individu et développement solidaire de tous.
<i>Valeurs de base</i>	Droits de base de participation égale, mais dans le cadre d'une société dominée par le capital.	Égalité à l'intérieur d'un ordre alternatif donné.	Égal accès aux biens de liberté ; libre détermination et sécurité sociale dans un ordre basé sur la solidarité.